

Notes de lecture 14 octobre 2012

Les « Notes de lecture » sont une publication apériodique.

Les chiffres 2013 L'économie et la société en 30 thèmes et 290 graphiques

Numéro hors-série d'Alternatives économiques

(notes de lecture de J-P Allétru)

*Les hors-série d'Alternatives économiques consacrés à l'économie sont toujours de précieuses mines d'information, ainsi que de stimulantes incitations à la réflexion sur **notre monde qui change à très grande vitesse**. Ils n'abordent plus seulement l'économie, mais aussi, comme le titre l'indique, la société, et, comme il n'indique pas, l'écologie.*

J'avais déjà consacré en octobre 2007 des notes de lecture (celles-ci n'étaient pas encore numérotées) au hors-série d'Alternatives économiques sur « les chiffres de l'économie 2008 ».

Les présentes « notes de lecture » ne visent pas à résumer le numéro hors-série : l'information y est déjà très synthétique. Mais plutôt, en y grappillant ça et là des informations qui m'ont surpris ou donné à réfléchir, à inciter à s'y reporter.

La zone euro et les « marchés ».

L'état des finances publiques de la zone euro, prise comme un ensemble, est plutôt plus sain que celui des Etats-Unis et du Japon. Tant la dette que le déficit extérieur y sont inférieurs. Mais le problème est que la zone euro, en tant que telle, n'a pas de finances publiques. **Ce qui est en cause dans la crise actuelle, c'est justement la pérennité d'une union monétaire sans fédéralisme budgétaire.** Car dès lors qu'un pays ne peut plus dévaluer sa monnaie pour relancer son économie, il devrait pouvoir compter sur les transferts budgétaires du reste de la zone. Or, le budget européen redistribue entre les 27 (et non entre les membres de la zone euro) à peine 1% du PIB communautaire, contre 63 % pour le budget fédéral américain.

Contrairement aux banques centrales britannique et américaine, qui détiennent désormais une part importante de la dette publique de leur pays, **la BCE n'a jusqu'à présent prêté aux Etats qu'au compte-gouttes et à reculons.**

Les Européens ont brisé un premier tabou en se décidant finalement, de concert avec le FMI, à prêter aux pays en crise aiguë. Mais ils l'ont fait in extremis, et en échange d'une rigueur drastique qui a pour effet d'étouffer encore plus l'activité dans les pays en difficulté (d'autant que la rigueur est générale en Europe avec l'objectif de ramener tous les déficits publics sous les 3 % en 2013 et à l'équilibre en 2016).

La BCE a brisé une 2ème tabou en se déclarant prête à acheter sans limite les titres publics des Etats sous programme afin de désamorcer la spéculation.

Une jeunesse en manque d'horizon.

Pourtant, contrairement à ce qu'on nous a longtemps rabâché, **le niveau (scolaire) monte**. En France, la part des diplômés du supérieur est de 42,9 % pour les 25-34 ans, à comparer à 18,3 % pour les 55-64 ans (chiffres de 2010). On est cependant encore loin du Japon, où elle est de 56,7 %, et plus encore de la Corée (65 %), toujours pour les 25-34 ans !

Avoir un diplôme du supérieur reste le meilleur moyen d'échapper aux affres de la précarité. Sauf cependant dans les pays les plus en difficulté, où les diplômés du supérieur n'échappent plus à la galère.

Les obstacles que les jeunes rencontrent sur le marché du travail ont au moins deux conséquences : tout d'abord, une plus forte exposition que leurs aînés au risque de pauvreté. Notamment en France, où **les jeunes ne sont pas éligibles aux minima sociaux avant 25 ans**, sauf s'ils remplissent des conditions drastiques. Ensuite, l'obligation pour une part non négligeable d'entre eux (34 % des 18-34 ans en France) de rester vivre sous le toit de leurs parents, faute de moyens pour financer leur propre logement.

Face à un avenir bouché, **de plus en plus de jeunes vont tenter leur chance ailleurs**. En Irlande, en Grèce, en Espagne et au Portugal, la mort dans l'âme, les jeunes de 20 à 29 ans font leurs valises. Cela se perçoit dans les statistiques : entre 2007 et 2011, la population âgée de 20 à 29 ans a diminué d'environ 10 % au Portugal et en Grèce, de 13 % en Espagne et de 19 % en Irlande (*l'Irlande, où il n'y a pas si longtemps, les prophètes libéraux nous conseillaient vivement d'aller faire fortune...*)

Le chômage atteint en France un niveau record

Près de 5,1 millions de chômeurs inscrits à Pôle emploi, toutes catégories confondues.

Une des causes est à chercher dans les politiques à contre-courant menées ces dernières années : exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires, réduction du nombre de contrats aidés, report de l'âge de départ à la retraite... Face à cette dégradation, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault veut relancer les emplois aidés, avec notamment la création de 100 000 emplois d'avenir pour les 16-25 ans dès 2013. Il souhaite aussi donner plus de moyens à Pôle emploi : 2000 embauches en CDI ont été annoncées pour 2012. Une banque publique d'investissement devrait voir le jour pour soutenir les PME, et des postes de « délégués au redressement productif » ont été créés en régions pour animer la politique industrielle. Mais avec une croissance du PIB quasi nulle et la multiplication des plans sociaux, l'avenir reste plus qu'incertain.

320 000 emplois industriels ont été perdus entre 2008 et 2012. L'industrie manufacturière ne représente plus que 10,7 % du PIB, **la France figure désormais parmi les pays les plus désindustrialisés du monde**.

Si les produits industriels représentent encore les $\frac{3}{4}$ des exportations de la France, la dégradation des échanges industriels est impressionnante, malgré des salariés très productifs et une évolution salariale modérée. *Contrairement à ce que nous serinent la droite et le patronat (qui ne cessent d'accuser « les 35 heures »)*, le temps de travail est en moyenne en France (35,3 heures par semaine) supérieur à celui de la zone euro et de la plupart des pays présentés comme des modèles (35,0 au Royaume-Uni, 34,6 en Allemagne, 30,5 aux Pays-Bas). Le coût d'une heure de travail (40 \$) est inférieur à celui des Pays-Bas, de la Suède, de l'Allemagne, de la Belgique et de la Suisse.

Il y a donc un vrai problème de compétitivité. En cause notamment, un euro fort. Il faudrait que la baisse de l'euro se prolonge et s'accroisse encore. [*Mais ne faut-il pas surtout mettre*

en cause l'absence de politique industrielle, l'abandon de la planification ? N'est-il pas encore temps de soutenir la production d'éoliennes, d'équipements photovoltaïques, de matériels de transport en commun...]

L'Europe de l'énergie en panne

Avec 19,9 % d'électricité renouvelable dans la production électrique totale en 2010, l'Union européenne a presque atteint l'objectif qu'elle s'était fixé en 2001 (21 %). Un résultat obtenu grâce aux Etats ayant dépassé leurs obligations (Allemagne, Espagne, Danemark, ...), compensant ainsi les mauvaises performances des autres (France, Royaume-Uni, Italie, ...). Aujourd'hui, à cause des restrictions budgétaires, l'objectif consistant à faire passer à 20 % en 2020 la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique finale semble hors de portée. Utiliser **la fiscalité sur l'énergie** pour inciter à des comportements plus vertueux et dégager des moyens supplémentaires pour financer la politique énergétique **n'est hélas pas à l'ordre du jour**.

La hausse sur cinq ans de la facture énergétique, dont profitent les producteurs d'hydrocarbures, représente 1,2 % du PIB européen. Si un montant du même ordre de grandeur était investi dans les économies d'énergie et l'accroissement de la production d'origine renouvelable, cela permettrait non seulement à l'Europe d'être en phase avec ses ambitions climatiques (une division par 4 de ses émissions à l'horizon 2050) et de faire chuter sa facture énergétique, mais aussi de **développer des secteurs d'activité** pour lesquelles **les besoins de main d'œuvre sont immenses** : isolation des bâtiments anciens, construction et installation d'équipements photovoltaïques ou éoliens...

Pendant ce temps, la Chine met la main sur les énergies vertes. Le volontarisme du gouvernement chinois a fait émerger en quelques années des géants mondiaux dans le photovoltaïque et l'éolien. La Chine est déjà devenue la première puissance hydraulique mondiale et le plus grand marché éolien de la planète. A l'horizon 2020, elle devrait disposer d'une capacité installée dans les renouvelables deux à trois fois supérieure à celles des Etats-Unis et de l'Europe. Les industriels chinois ont initié en 2011 une guerre des prix : le prix des modules photovoltaïques a ainsi été divisé par deux, acculant nombre d'industriels occidentaux à la faillite. SolarWorld, le leader allemand de la production photovoltaïque, a demandé avec d'autres industriels à la Commission européenne d'ouvrir une enquête antidumping contre les fabricants chinois.

La société française souffre

Les inégalités s'accroissent. Entre 1999 et 2009, la masse globale des revenus distribués a progressé de 231 milliards d'euros, inflation déduite. Les 10 % les plus riches en ont capté 63 milliards, soit plus du quart ! les 10 % les plus pauvres n'ont perçu que 6 milliards, soit dix fois moins.

Les inégalités de patrimoine sont encore plus fortes. Les 5 % les plus riches des Français détiennent à eux seuls près de la moitié (49 %) du patrimoine total.

La fiscalité ne corrige pas ces inégalités. L'impôt progressif sur le revenu, dont ce devrait être une des finalités, occupe en France une place très faible (il n'y a qu'en Grèce et au Portugal qu'elle est moindre).

Les jeunes adultes conjuguent leur vie plus tard. L'âge moyen du premier enfant pour une femme a dépassé 30 ans depuis 2009. Plus de la moitié des enfants (54,1 %) naissent hors mariage, on compte 130 000 divorces pour 250 000 mariages.

La France est parmi les pays développés l'un de ceux qui consacrent le **moins de ressources à l'école élémentaire** : 6 373 \$ en 2009, loin derrière la moyenne OCDE (7 719) ou les Etats-Unis (11 109). Le nombre moyen d'enfants par enseignant (19,7), y est l'un des plus élevés (16 pour la moyenne OCDE). Le taux de scolarisation à deux ans a chuté (de 35,3 % en 2000, il est passé à 11,6 % en 2011). Une évolution préoccupante, car le destin des élèves se joue dès le plus jeune âge.

Alors que l'espérance de vie continue de progresser, **l'âge jusqu'auquel on peut espérer vivre sans incapacité physique ou mentale est en recul**. En 2010, il était de 61,9 ans pour les hommes et 63,5 ans pour les femmes. L'utilisation de matériaux polluants dans le bâtiment et l'accroissement du parc automobile ont augmenté de manière significative la proportion de microparticules dans l'air, particulièrement néfastes pour la santé. Ces particules microscopiques rejetées notamment par les moteurs diesel, que la France continue de favoriser par une politique de prix avantageuse, entraînent nombre de pathologies (accidents vasculaires cérébraux, maladies respiratoires, etc.). Les Français ont grossi d'un peu plus de 3 kg en moyenne depuis 1997. Le surpoids et l'obésité concernent presque la moitié de la population et cette proportion ne cesse d'augmenter. **Soutenir une alimentation de qualité, dénuée de pesticides, ou encore diminuer les pollutions de l'air, par exemple, devraient être considérées comme des priorités sanitaires autant qu'écologiques.**

L'évolution du comportement alimentaire des Français est paradoxale : la consommation de fruits et légumes augmente (même si, avec 235 g par personne en 2008, elle est encore loin des 400 g recommandés par le Programme national nutrition santé) ; mais celle de produits industriels salés et sucrés, comme les snacks et sodas, s'accroît. Cependant, le modèle alimentaire français, basé sur des repas structurés, pris à des horaires réguliers et partagés à plusieurs, se perpétue et contribue à limiter l'épidémie d'obésité dans la population. Ainsi, les Français passent 2 h 15 quotidiennement à table contre 1 h 45 pour les Allemands et 1 h 25 pour les Britanniques. Et la consommation de produits bio augmente : entre 2010 et 2011, elle s'est accrue de 11 % pour atteindre environ 4 milliards d'euros, soit près de 2 % du marché alimentaire total.

La mondialisation est-elle irréversible ?

Après la croissance soutenue des années 2004-2007, le monde a enregistré une récession historique en 2009, suivie d'un rebond en 2010 puis d'un nouveau ralentissement en 2011-2012. Si les relations économiques Sud-Sud continuent à progresser (surtout les échanges entre pays asiatiques), certains facteurs structurels pourraient limiter l'envie ou la possibilité des grandes firmes mondiales de poursuivre la dynamique qu'elles ont entamée depuis les années 1950. La difficulté à trouver du personnel qualifié est l'un de ces facteurs.

Un autre de ces facteurs est que **les écarts de coûts se réduisent**. La différence de coût entre une production sur le sol chinois et celle dans un pays industrialisé ne devrait plus être que de 16 % en 2013, ce qui correspond au seuil en deçà duquel les multinationales envisagent de relocaliser leur production au Nord.

La hausse des salaires en Chine est rapide (13 % en 2010, 15 % en 2011). Les bas salaires augmentent encore plus vite, ce qui devrait commencer à corriger les inégalités massives qui caractérisent la société chinoise (les 20 % les plus riches détiennent 48 % du revenu national, les 20 % les plus défavorisés, 6 % seulement).

Les salaires devraient continuer à progresser, car la population active se tasse. **Dès 2015, le nombre des 15-64 ans diminuera.**

Le taux d'épargne reste très élevé : plus de 50 % du PIB contre 17,5 % en France. Pour favoriser la consommation, le gouvernement essaie de développer la protection sociale. Ainsi, 95 % de la population a désormais une couverture santé.

La Chine (1,3 milliard d'habitants) dépasse désormais les Etats-Unis pour les émissions de CO₂, pour les exportations de marchandises, mais aussi les dépenses militaires. Mais en 2010, 312 millions d'Etats-uniens consommaient (en dollars) cinq fois plus que 1,3 milliard de Chinois.

Aux **Etats-Unis** aussi, les inégalités se sont fortement accrues (en 2009, les 20 % les plus riches détenaient 50 % des revenus et 87 % du patrimoine national), et le vieillissement de la population menace de déséquilibrer, à partir de 2020, les régimes de retraite et de santé, ce qui hypothéquerait le désendettement (la dette fédérale atteint 104,8 % du PIB, bien plus que celle de la France, ou de la zone euro). La légère amélioration que connaît l'économie états-unienne est due à l'exploitation des gaz de schiste [*fuite en avant, au risque de graves dommages sur les nappes phréatiques et l'environnement*].

Avec une croissance moyenne de plus de 5% depuis dix ans, **l'Afrique** se porte mieux. Mais l'Afrique subsaharienne reste, devant l'Asie du Sud, la région du monde la plus touchée par la faim. Et elle est encore en phase de transition démographique. La population africaine devrait compter 500 millions d'habitants de plus en 2030, et doubler au cours du siècle. Le défi alimentaire est donc gigantesque. Les matières premières, encore abondantes, génèrent au final peu d'emplois et beaucoup d'effets pervers : corruption, inégalités, dommages environnementaux... Et une part importante de cette rente s'évapore dans les paradis fiscaux...

Il ne faut pas exagérer la contribution de la mondialisation des échanges au **changement climatique** : le transport maritime international ne représente que 7,8 % des émissions totales de CO₂ liées au transport (ou encore 2 % des émissions totales de CO₂ dues à la combustion des hydrocarbures). Le transport maritime d'un conteneur entre Shanghai et Marseille (16 218 km) émet 133 kg de CO₂, quand le transport par camion de Marseille à Lyon (317 km) du même conteneur émet 33 kg de CO₂ : **ce sont les derniers kilomètres qui pèsent le plus** (or, la part du ferroviaire et du fluvial dans le transport intérieur de marchandises, en France, ne cesse de baisser au profit de la route : ils représentent 11,7 % du fret total en 2011, l'objectif du Grenelle de l'environnement était de 15,75 en 2012 et 25 % en 2022).

Etonnant, quand le prix du pétrole monte : le tourisme international et les transports aériens s'en sortent bien. Soutenu par la demande des classes aisées, dont les rangs augmentent rapidement dans les pays émergents, le taux de croissance de ces deux secteurs a dépassé en 2011 celui des exportations globales de services et de marchandises. Jamais avant 2011, les deux constructeurs aéronautiques Boeing et Airbus n'avaient eu autant d'appareils en commande.

La bataille climatique risque d'être perdue.

Depuis le Sommet de la Terre à Rio en 1992, les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont crû de 49 %. Les principaux Etats émetteurs n'ont pu s'entendre sur des engagements internationaux contraignants et chacun a annoncé unilatéralement ses propres objectifs de sobriété. Hélas, même s'ils tenaient leurs promesses, **la température moyenne augmenterait d'au moins 3,5 °C à l'horizon 2100, avec des conséquences terribles** : déplacement des populations côtières, multiplication des chocs climatiques extrêmes, chute de la biodiversité ou encore recul des rendements agricoles.

Aussi, ce qui pouvait paraître comme une boutade est une triste réalité : le drame n'est pas que nous allons manquer de charbon, de gaz ou de pétrole, mais plutôt que nous en avons encore à foison ! Le gaz de schiste fournit à présent un tiers de la production américaine et les ressources sont considérables. A l'échelle mondiale, les réserves connues de gaz non conventionnels, c'est-à-dire piégés dans des roches profondes ou dans le charbon représentent la moitié des réserves mondiales. Une part considérable des récoltes agricoles finit dans les moteurs : 12 % de la récolte mondiale de maïs, 29 % de la production d'huile de colza. La concurrence avec les usages alimentaires n'est plus une inquiétude, c'est une réalité. L'agence internationale de l'énergie prévoit une hausse importante des consommations d'énergies fossiles d'ici à 2035. Les Etats, surtout dans les pays en développement, financent toujours plus le recours aux énergies fossiles, qu'il s'agisse d'aides à la production ou à la consommation.

Courrier des lecteurs

LG. (En marge des notes de lecture 13 relatives à l'ouvrage d'*Alexandra Bidet* « L'engagement dans le travail, qu'est-ce que le vrai boulot ? » ouvrage qui s'appuyait sur l'observation des équipes chargées de la supervision du trafic chez un opérateur téléphonique)

Superviser le trafic, c'est un métier qui n'existait quasiment pas en 1980 et qui après n'a pas dû occuper plus de quelques dizaines de personnes

A côté de cela, les commutants dans les centraux se comptaient par centaines et c'est un métier qui a quasiment disparu, au fil des renouvellements de générations techniques

Ne parlons pas des lignards qui se comptaient par milliers et qui ont été quasi tous reconvertis, vers la vente pour les plus chanceux, dans des plateformes d'appels pour la majorité, avec à la clé des déménagements forcés puisqu'on en trouvait dans toute la France profonde.

Et ce sont ces derniers qui ont le plus vécu l'abandon du travail bien fait pour le débrouillez-vous à vendre n'importe quoi, soutirez de l'argent et basta.

Alors quand on me parle de problèmes sociaux, c'est plutôt de ce côté-là que j'aurais tendance à regarder.

Je suis parti du CNET en 1980 pour des postes n'ayant rien à voir avec mes activités antérieures; j'ai souvenir d'avoir vu au moins un superviseur, et c'était donc avant mon départ. Où, en quelle occasion ? Je ne saurais le dire. Par contre d'apprendre que dix ans plus tard on y travaillait encore confirme les lenteurs congénitales des développements dans cette maison (j'ai eu plus tard à y faire face pour le RI). A ma connaissance le record de lenteurs a dû être atteint par Mirabel.